

INFO FGR DEPENDANCE ATTENTION DANGER OFFENSIVE DES ASSURANCES

Les assurances refusent le financement uniquement basé sur la solidarité nationale. Cette position gouvernementale avait été annoncée à la FGR et au Pôle des Retraités lors de l'audience qui leur avait été accordée le 28 Août dernier par le cabinet de Mme DELAUNAY, Ministre

Les assureurs mutualistes espèrent une clarification du gouvernement sur le financement de la dépendance, a indiqué lundi 10 septembre, le secrétaire général du Gema, Jean-Luc de Boissieu. Lors d'un déplacement vendredi de la ministre chargée des Personnes âgées Michèle Delaunay à Toulouse, son entourage avait assuré que la réforme à venir de la dépendance serait "*basée sur la solidarité nationale*" et qu'il n'était "*en aucun cas*" question "*d'y faire entrer les assurances privées*".

"Nous voulons croire que la déclaration n'est pas une déclaration de guerre contre les assureurs", a expliqué le secrétaire général du Groupement des entreprises mutuelles d'assurance (Gema), principale instance de représentation des assureurs mutualistes. *"Tout ce qu'on peut souhaiter, c'est que le gouvernement fasse le plus rapidement possible connaître ses projets sur la dépendance"*, a déclaré M. de Boissieu, rappelant que depuis *"des années, les gouvernements annoncent des choses et qu'il ne se passe rien"*.

"Nous attendons de connaître le contenu du projet de loi pour voir s'il n'y a pas moyen de créer un Partenariat public/privé", a-t-il ajouté, précisant que le Gema n'avait pas eu, à ce jour, de contact avec Mme Delaunay ou son équipe. Le Gema a pris publiquement position à plusieurs reprises ces dernières années en faveur de la combinaison d'un "*socle*" de couverture sur fonds publics avec un complément de couverture proposé par les assureurs.

Interrogé sur le fait de savoir si les pouvoirs publics seraient en mesure d'assurer seuls le financement de la dépendance, M. de Boissieu s'est montré réservé. *"A ressources constantes, j'en doute un peu"*, a-t-il déclaré, rappelant qu'*"il y a déjà des départements qui ont du mal à financer l'APA (Allocation personnalisée d'autonomie)"*, dont le financement leur incombe.

"

Je veux croire que la prise en charge par l'Etat n'épuisera pas les solutions de marché", c'est-à-dire la possibilité pour les assureurs de jouer un rôle, a plaidé M. de Boissieu